

date de dépôt : **03 avril 2025**
demandeur : **DREAL Bourgogne Franche-Comté,**
représentée par Monsieur BEN SAID Adam
pour : **Démolition totale du bâtiment comprenant 1**
logement
adresse terrain : **27 Chemin des Vallières à Port**
Douvot (imp), à Besançon (25000)

Préfet du Doubs

ARRÊTÉ
accordant un permis de démolir
au nom de l'État

Le préfet du Doubs,

Vu la demande de permis de démolir présentée le 03 avril 2025 par la DREAL Bourgogne Franche-Comté, représentée par Monsieur BEN SAID Adam demeurant 5 Voie Gisèle Halimi, Besançon (25000);

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition totale du bâtiment comprenant 1 logement ;
- sur un terrain situé 27 Chemin des Vallières à Port Douvot (imp), à Besançon (25000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des Outre-Mers en date du 14 septembre 2023 nommant Monsieur Benoît FABBRI Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2025-02-21-00002 du 21 février 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Benoît FABBRI, Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2025-04-16-00003 du 16 avril 2025 accordant subdélégation de signature à Monsieur Romain MENIGOZ, responsable de l'Unité ADS ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 5 juillet 2007 et modifié le 19 décembre 2024 ;

Vu la loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des sites ;

Vu le décret en date du 15 septembre 1977 inscrivant le site de Besançon Centre Ancien et ses abords ;

Vu l'avis favorable de Madame la Maire en date du 5 mai 2025 assorti d'observations des services techniques de la ville de Besançon ;

Vu l'avis favorable de Madame l'Architecte des Bâtiments de France en date du 25 avril 2025 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de démolir est **ACCORDÉ**.

Article 2

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A Besançon, le 05/05/25

Le préfet,
P. le préfet et par délégation,
Le responsable de l'Unité ADS,



Romain MENIGOZ

Observations :

Les observations des services techniques de la ville de Besançon sont jointes en annexe.

La présente décision se prononce sur la conformité du projet aux règles de l'urbanisme. Elle ne dispense pas le bénéficiaire du respect des réglementations annexes, notamment celles liées à la sécurité des personnes et des constructions voisines pendant les travaux de démolition et celles relatives aux conditions d'évacuation et d'élimination des matériaux de démolition dans un lieu agréé.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.